

Questions orales

[Français]

LA DEMANDE D'UNE COMPENSATION—LES CONSÉQUENCES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Le premier ministre n'est-il pas conscient qu'aujourd'hui, en demandant cette compensation, tout ce qu'il fait, c'est qu'il accepte le fait que cette industrie est totalement disparue, anéantie? N'est-il pas conscient de ce fait aujourd'hui?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Mais au contraire, monsieur le Président; il s'agit d'une initiative tout à fait appropriée en pareille circonstance où, au nom des individus affectés, on essaie plusieurs alternatives. Il me semble que c'est tout à fait normal, et une option n'exclut pas l'autre. Nous sommes en train de fonctionner dans une foule de domaines dans le but d'aider l'industrie et de les intéresser dans cette industrie.

[Traduction]

LES CONSÉQUENCES POUR L'INDUSTRIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'ai là une lettre que l'ambassadeur Niles a communiquée à différents journaux de notre pays. Au sujet de la décision touchant le bardeau, il écrit ce qui suit:

Cela ne devrait pas porter un coup mortel à l'industrie canadienne et ne devrait pas mettre en péril un grand nombre des quelque 4,000 emplois de cette industrie.

Le premier ministre est-il d'accord avec cette évaluation de l'ambassadeur américain que les représentants du secteur ont contredite il y a à peine une demi-heure?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce matin, le député le sait, les représentants du secteur et ceux du gouvernement, y compris le premier ministre, ont tenu une réunion très fructueuse. Ils ont discuté d'un certain nombre d'options. Lors de cette réunion, la situation difficile des gens qui oeuvrent au sein de ce secteur figurait certes au premier plan des préoccupations des représentants du gouvernement. On discutera de nouveau de ces questions...

M. Berger: Ce n'était pas là la question.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... pour déterminer les conséquences directes que cette décision ne manquera pas d'avoir sur les gens qui travaillent au sein de ce secteur. Au moment où il pourrait devenir opportun de le faire, d'autres mesures pourraient être prises.

M. Langdon: Monsieur le Président, le gouvernement se donne toujours bien du mal pour ne pas répondre aux questions, mais cette fois-ci il se surpasse.

LA LETTRE DE L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je vais donc poser ma question supplémentaire au

premier ministre. Est-il également d'accord avec M. Niles quand celui-ci écrit dans sa lettre que les fonctionnaires canadiens et américains ont discuté cette affaire à Ottawa et à Washington depuis que le secteur américain a formulé la requête en ce sens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il a déjà été signalé que les opinions diffèrent quant aux répercussions que cette décision pourra avoir sur les travailleurs de ce secteur.

M. Orlikow: Pourquoi ne répondez-vous pas à la question?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous examinons l'affaire.

M. Langdon: Répondez à la question.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Si le député refuse d'écouter la réponse, il ne pourra en tirer aucun enseignement.

M. Heap: Vous ne répondez pas à la question.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous sommes en train d'évaluer les répercussions et nous travaillons de concert avec les représentants des entreprises et des travailleurs du secteur; cela fait, nous pourrions procéder à une évaluation appropriée.

LE TÉLEX ENVOYÉ PAR LE PREMIER MINISTRE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre sur le même sujet. Le premier ministre de Colombie-Britannique lui a écrit, le 7 mai, pour lui demander de téléphoner au président des États-Unis. Il a avoué hier, à la Chambre, qu'il n'avait pas suivi ce conseil. J'ai en main un télex que le premier ministre de Colombie-Britannique lui a envoyé le 20 mai.

Si vous ne vouliez pas donner suite à la lettre du 7 mai, pourquoi n'avez-vous pas au moins pris au sérieux le télex que le premier ministre de Colombie-Britannique vous a fait parvenir le 20 mai pour essayer d'éviter l'impasse dans laquelle nous nous trouvons?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, on a répondu à cette question à la Chambre trois ou quatre fois.

M. le Président: Le député voudra bien poser sa question supplémentaire par l'entremise de la présidence.

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE TÉLÉPHONE AU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, la réponse n'a pas été donnée. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas communiqué avec le président, comme on le lui a demandé dans la lettre du 7 mai, le télex du 20 mai et par d'autres instances qui lui ont été faites? Avait-il ou non le courage et l'intégrité de se servir du téléphone rouge?